ÉGYPTE

7 soldats et 59 terroristes tués au Sinaï

L'armée égyptienne a annoncé dimanche avoir tué 59 terroristes dans le nord de la péninsule du Sinaï la veille, affirmant que sept soldats avaient péria, dont trois dans un tir de roquette contre un point de contrôle militaire.

L'armée égyptienne mène depuis deux ans des opérations à grande échelle dans le nord du Sinaï pour enrayer les attaques terroristes visant les forces de l'ordre, qui se sont multipliées depuis la destitution par les militaires du président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013.

Samedi, des soldats soutenus par l'aviation ont «pris pour cible plusieurs foyers terroristes» dans 14 secteurs du nord de la péninsule du Sinaï, «tuant 59 terroristes», a indiqué le porte-parole de l'armée dans un communiqué publié dimanche, précisant que quatre terroristes avaient été arrêtés.

«A la fin de la journée de combats (de samedi), le nombre de martyrs des forces armées s'élevait à sept», selon la même source.

Samedi soir, l'armée avait déjà annoncé la mort de trois soldats dans une attaque à la roquette contre un point de contrôle militaire dans le nord du Sinaï.

Cet attentat a été revendiqué par la branche égyptienne du groupe Etat islamique (Daesh), qui a fait du nord du Sinaï son bastion.

Le groupe a revendiqué les attaques les plus meurtrières et les plus spectaculaires qu'a connues l'Egypte depuis l'éviction de M. Morsi. Des centaines de policiers et de soldats ont été tués dans ces attaques.

Photos : DR

YÉMEN

43 civils tués dans des bombardements rebelles à Aden

Quarante-trois civils ont été tués et 112 autres blessés dans des bombardements menés hier par des rebelles chiites Houthis contre un quartier du nord d'Aden, a indiqué un responsable des services de santé de la ville du sud du Yémen.

Ces bombardements, aux roquettes de type Katioucha et aux obus de mortier, interviennent au moment où les forces gouvernementales s'efforcent de sécuriser la ville qu'elles affirmaient avoir «libérée» des rebelles, a indiqué ce responsable, Al-Khadr Lassouer.

Le gouverneur d'Aden par intérim, Nayef al-Bakri, a vivement dénoncé ces bombardements, en déclarant à des journalistes que «bombarder des zones résidentielles du quartier de Dar Saad est un acte suicidaire de la part des Houthis».

Hier dimanche, les forces pro-gouvernementales étaient sur l'offensive pour sécuriser Aden, dont certains quartiers sont toujours tenus par les Houthis, trois jours après l'annonce de la «libération» de la cité portuaire par le gouvernement en exil.

Des membres de ce gouvernement, arrivés vendredi soir à Aden, ont inspecté dans la matinée des secteurs de la grande ville méridionale où les combattants anti-Houthis ont progressé dans la nuit vers le siège de la présidence, selon des sources militaires.

ILS SONT EN MAJORITÉ SYRIENS ET AFGHANS

182 immigrés clandestins interceptés en Turquie

182 immigrés clandestins ont été interceptés hier à bord d'une embarcation pneumatique par les garde-côtes turcs au large de Canakkale, alors qu'ils essayaient de joindre l'île grecque de Lesbos, rapporte l'agence de presse Anadolu.

De nationalités syrienne et afghane, ils ont été interceptés au large des côtes de la province occidentale de Canakkale en mer Egée où des unités supplémentaires ont été dépêchées pour renforcer les unités stationnées dans la zone pour lutter contre l'immigration clandestine, selon Anadolu.

Les garde-côtes turcs ont secouru du 10 au 15 juillet 1 351 immigrés clandestins en mer Egée à travers 42 opérations de sauvetage, selon un décompte des autorités de la province d'Izmir (ouest).

Jeudi, six réfugiés syriens sont morts noyés dans le naufrage de leur embarcation de fortune et dix autres, dont deux enfants et quatre femmes, ont été secourus sur leur route vers l'île grecque de Lesbos.

La mer Egée est devenue un des principaux accès en Europe pour ces immigrés illégaux depuis le renforcement des contrôles à la frontière terrestre gréco-turque, ou encore les frontières du nord-ouest de la Turquie.

Au total, 12 872 migrants clandestins tentant de rejoindre la Grèce via la mer Egée ont été interceptés en 2014, selon les autorités.

APRÈS LE DÉGEL OFFICIEL DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LES USA

Cuba, l'inéluctable levée de l'embargo

Les Etats-Unis et Cuba ont décidé de reprendre officiellement langue après plus de 50 ans de rupture et procéderont aujourd'hui lundi à l'ouverture de leurs ambassades à Washington et La Havane, en attendant de se convaincre mutuellement d'aborder les grands défis, dont, entre autres, l'embargo commercial imposé à l'île cubaine.

Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, fera le déplacement pour la cérémonie, à laquelle 500 personnes devraient assister.

Une plaque sera dévoilée officialisant le nouveau statut d'ambassade. Ce sera la première visite d'un chef de la diplomatie cubaine à Washington depuis 1959. Bruno Rodriguez se rendra ensuite quelques kilomètres plus au sud dans le centre de Washington pour rencontrer son homologue américain, John Kerry, au département d'Etat.

A La Havane, le bâtiment qui abrite la représentation diplomatique américaine sera transformé en ambassade à minuit dans la nuit de dimanche à lundi, mais sans cérémonie officielle, en attendant un déplacement de John Kerry.

Le 17 décembre dernier, les présidents américain et cubain avaient annoncé simultanément, à la surprise générale, le rapprochement entre leurs deux nations, des annonces suivies de plusieurs mois de négociations.

La réouverture des ambassades correspond, selon le président cubain, Raul Castro, à la conclusion de «la première phase» de la normalisation.

Le 20 juillet lancera «une nouvelle phase, longue et complexe, vers la normalisation des relations, qui nécessitera de la volonté pour trouver des solutions aux problèmes qui se sont accumulés pendant plus de cinq décennies et qui affectent les liens entre nos pays et nos peuples», a dit Raul Castro à la veille de l'officialisation des relations diplomatiques.

Les axes de la coopération bilatérale ne manquent pas : aviation civile, environnement, lutte contre le trafic de drogue, accès des entreprises américaines au marché cubain.

D'aucuns disent que la vraie raison du changement d'attitude de Washington est la reconnaissance par le gouvernement que la prolongation de l'embargo et les refus de négocier avec Cuba ont, en fait, lésé les entreprises américaines qui perdent du terrain sur le plan des échanges économiques. C'est d'ailleurs la conviction du président américain Barack Obama :

«l'embargo est un échec... Les intérêts des USA ne sont pas servis par un effondrement de Cuba», avait-il dit.

Désormais, les entreprises américaines n'auront en outre plus l'impression d'être en «terre inconnue», sans protection légale, dit Pedro Freyre, conseiller juridique d'entreprises américaines à Cuba.

La compagnie aérienne JetBlue commencera cet été un vol charter hebdomadaire entre New York et La Havane, Airbnb a ajouté Cuba à son catalogue, et les Etats-Unis ont commencé à accorder des licences pour le transport de passagers par ferry vers Cuba.

Les premiers bateaux pourraient partir en septembre ou octobre de Floride, à 150 km de l'île.

Pour Cuba, il s'agit là d'un espoir de la fin de l'embargo décrété en 1962 par l'ancien président américain John Kennedy. Mais ce n'est pas encore gagné et pour cause : le Congrès américain, dominé par des républicains très hostiles à l'initiative du dégel, est le seul habilité à le lever.

Selon les chiffres disponibles à l'ONU, le préjudice pour Cuba en dommages économiques se chiffrerait à 104 milliards de dollars. L'embargo pénalise les activités de la banque, les finances, les assurances, l'agriculture, la pêche, l'électronique et l'informatique pour ne citer qu ceux-là.

Il faut reconnaître, par ailleurs, que certains différends entre Washington et La Havane restent substantiels, a estimé le porte-parole du département d'Etat John Kirby vendredi.

Washington continue de s'inquiéter des restrictions à la liberté d'expression, de religion et de la presse sur l'île. Il y aussi le problème des 7 à 8 milliards de dollars d'indemnisations réclamées par les Américains expropriés après la révolution cubaine de 1959, dans 5.911 procédures judiciaires.

Et Cuba abrite des fugitifs américains, comme l'ancienne Black Panther Joanne Chesimard, recherchée pour le meurtre d'un policier en 1973.

Malgré les promesses du président américain Barack Obama de 2008, il n'a pas fermé la prison. Les Cubains espéraient qu'il la ferme et rende à l'île sa souveraineté sur les terres occupées par cette base militaire.

Toujours est-il, la fin du statu quo diplomatique est en soi une amélioration, a jugé Roberta Jacobson, sous-secrétaire d'Etat à l'Amérique latine.

(APS)